

"Dieu marginalisé, on court vers la décadence"

Article rédigé par *Cardinal Jozef Ratzinger*, le 19 novembre 2004

[VIS, Cité du Vatican] - Le journal italien La Repubblica publie ce vendredi 19 novembre une longue interview du cardinal Joseph Ratzinger, dans laquelle le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi affirme notamment qu'une société écartant Dieu s'auto-détruit.

Selon le cardinal, "il existe une agressivité idéologique séculière assez préoccupante. En Suède par exemple, un pasteur qui avait prêché sur l'homosexualité en se servant d'un extrait de l'Écriture a été incarcéré pendant un mois. La laïcité n'est plus un facteur de neutralité garantissant la liberté générale, et elle est en train de devenir une idéologie. Elle s'impose par le biais de la loi et interdit l'expression publique du point de vue catholique et chrétien. Ce point de vue, qui risque de devenir strictement privé, va vers la mutilation. Il y a donc un conflit et nous devons défendre la liberté religieuse face à l'imposition d'une idéologie qui se présente comme l'unique voie rationnelle, alors qu'elle n'est que l'expression d'un certain rationalisme."

Pour vous, qu'est-ce que la laïcité?

La laïcité juste est la liberté de religion. L'État ne peut imposer une religion mais doit offrir un espace aux religions en rapport avec leur responsabilité envers la société, c'est-à-dire permettre aux religions d'être des facteurs constitutifs de la vie sociale. [...]

Quelle est la place de Dieu dans notre société?

Très marginalisée. Dans la vie politique, il est presque indécent de parler de Dieu, comme s'il s'agissait d'une atteinte à la liberté des non-croyants. Le monde politique a ses lois et ses voies propres, mais il exclut Dieu comme s'il n'appartenait pas à ce monde. Il en va de même en économie, mais aussi dans la vie privée, où il demeure en marge. À l'inverse, j'estime nécessaire de comprendre à nouveau - et c'est tout à fait possible - que la politique comme l'économie ont besoin de responsabilité morale, d'un sens de la responsabilité qui vient du cœur de l'homme et qui en fin de compte est liée à la présence ou à l'absence de Dieu. Une société dans laquelle Dieu serait totalement absent s'auto-détruirait. Nous en avons eu l'illustration avec les régimes totalitaires du siècle dernier.

En matière d'éthique sexuelle, l'encyclique *Humanæ Vitæ* a créé un large fossé entre l'enseignement de l'Église et le comportement des fidèles. Le moment ne serait-il pas venu d'y remédier?

Il est évident que nous devons continuer à réfléchir. Au début même de son pontificat, Jean-Paul II a donné une nouvelle approche anthropologique et "personnaliste" à cette question, en développant une vision très renouvelée du rapport entre le moi et le toi de l'homme et de la femme. Certes, la contraception a provoqué une très ample révolution anthropologique, qui n'a pas été comme on pouvait le croire une aide aux situations délicates mais a changé la vision même de la sexualité, de l'être humain et de son corps. La sexualité a ainsi été détachée de la fécondité, ce qui a changé radicalement le concept de la vie humaine. L'acte sexuel a perdu son intentionnalité et sa finalité, qui avaient été jusqu'ici évidentes et déterminantes. Tous les comportements sexuels sont devenus équivalents les uns des autres et ce qui découle principalement de cette révolution, c'est l'équivalence entre homosexualité et hétérosexualité. Paul VI a donc eu raison de poser un problème d'une telle ampleur.

Homosexualité désigne l'amour entre deux personnes, et pas simplement leur sexualité. Que peut faire l'Église pour percevoir le phénomène?

D'abord, elle doit avoir un grand respect pour ces personnes qui souffrent et qui désirent trouver un mode de vie correct. Mais en venir à créer une formule juridique fixant une sorte de mariage homosexuel ne les aidera aucunement.

Vous portez donc un jugement négatif sur le choix espagnol?

Oui, car il détruit la famille et la société. Le droit crée la morale car le commun pense que dit la loi est moralement licite. Si au plan juridique une telle union ressemblerait au mariage, nous aurions toutefois une société ne reconnaissant plus ni la spécificité ni le caractère fondamental de la famille, le fait même que l'homme et la femme ont un devoir de continuité envers l'humanité, et pas simplement biologique. C'est pourquoi le choix espagnol ne rend pas un véritable service aux homosexuels, car on détruit par là les éléments fondamentaux de l'ordre.

En disant souvent non à tout, l'Église va vers des échecs. Ne serait-il pas au moins possible d'admettre un pacte de solidarité entre deux personnes, y compris entre deux homosexuels, qui soit reconnu et défendu par la loi?

Que le veuille ou non le législateur, une telle institutionnalisation semblerait aux yeux de l'opinion publique une sorte de mariage alternatif, d'où une relativisation inévitable du mariage. Il ne faut pas oublier qu'avec les choix vers lesquels l'Europe s'engage on court à la décadence. Nous nous détachons ainsi de toutes les autres grandes cultures, qui ont toujours reconnu la signification de la sexualité selon laquelle l'homme et la femme sont créés pour garantir ensemble l'avenir de l'humanité. Or il s'agit d'une garantie qui n'est pas que physique, mais aussi morale.

© VIS.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>